

SYRIE : Enquêtes sur l'attaque chimique du 21 aout 2013

Jusqu'où peut on aller dans le mensonge d'Etat ?

1. Les preuves avancées

11. Analyse de la synthèse de renseignement national déclassifié et des vidéos

Ces documents sont disponibles sur le site du ministère de la défense.

<http://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/programme-chimique-syrien-et-attaque-du-21-aout-2013>

Sur la forme :

- le logo de la république ne porte aucune mention de ministère (Défense, PM/SGDSN),
- Pas d'entête ni de signature, ce qui est un minimum pour authentifier un document officiel, quelque'il soit (même les notes « blanches des RG avaient fini par perdre leur anonymat)

Si le renseignement a été « déclassifié », cela signifie qu'il était auparavant « classifié », puis a été rendu accessible, non pas qu'il ait été modifié . Cela est différent d'une synthèse « non classifiée » qui a été rédigé d'emblée pour être largement accessible et qui omet donc des éléments qui justifieraient que le document soit classifié.

On voit mal un professionnel du renseignement rédiger une telle synthèse ...Et sans doute n'y a t 'il pas (encore ?) un responsable du renseignement militaire ou de la DGSE pour endosser la responsabilité d'un tel document.

Les vidéos n'apportent aucune garanties d'authenticité sur la date (mise en ligne de certaines le 20/08 ?), l'origine des témoins et des victimes. Pourtant les services de renseignements « détachés » auprès des « rebelles » -et en un lieu aussi stratégique que Damas, ne doivent pas manquer pour recueillir et traduire les témoignages.

Sur le fond (cf ci apres)

Les analyses de Emmanuel Ratier (§2), de vétérans des services américains (CIA...) et de T.Meyssian , démontent points par points les allégations avancées

2. Analyse d'E Ratier *Faits & Documents* n °362 (du 15 au 30 septembre 2013) :

Une note des « services secrets » français signée Sacha Mande

Agent d'influence. Ceux qui se sont donné la peine de lire le document (super-hyper-top-secret) « déclassifié » des (NDR : attribués aux) services secrets français (DGSE) et de la Direction du renseignement militaire (DRM), censé justifier une intervention militaire française en Syrie, ont dû être frappés par la médiocrité de son contenu : aucun fait précis, ramassis de racontars, suppositions, affirmations péremptoires, conclusions tirées par les cheveux, etc. Un seul exemple :



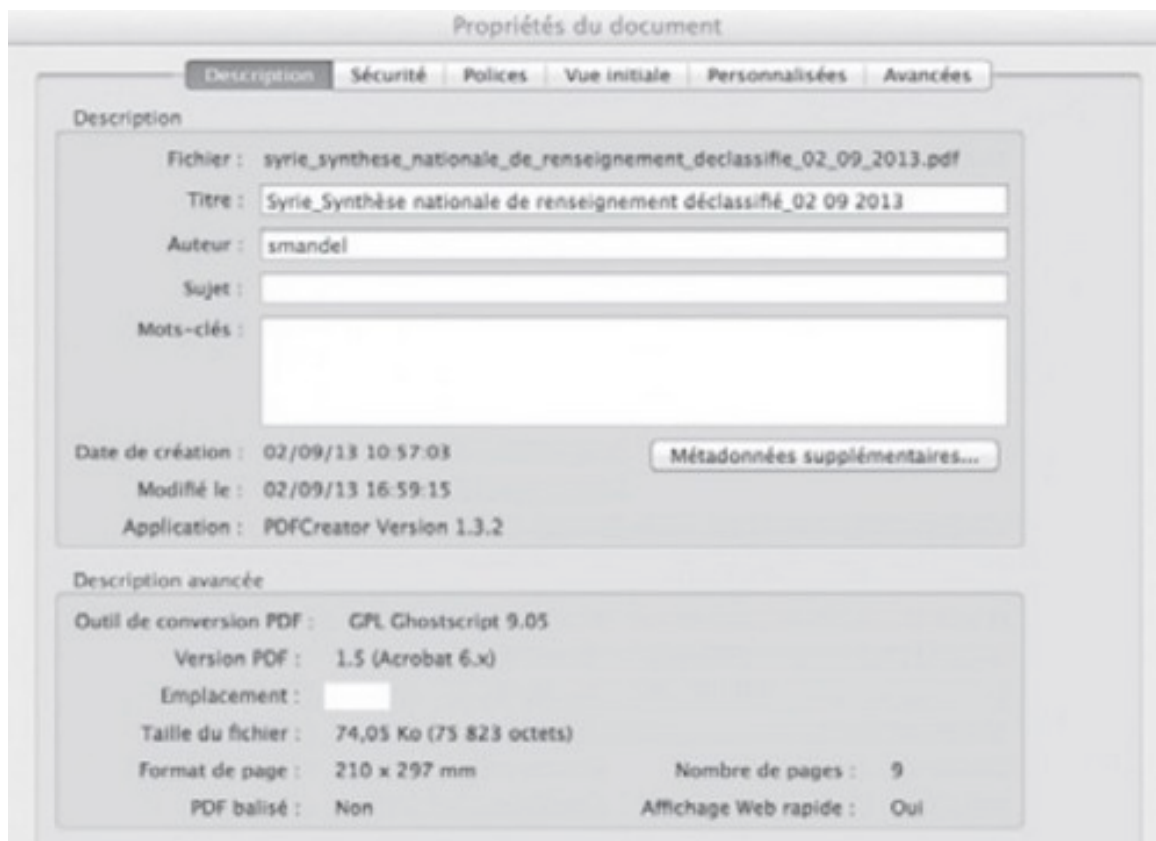
« Le régime a ensuite conduit des frappes terrestres et aériennes importantes sur les zones des attaques. Il s'est attaché à retarder l'arrivée des inspecteurs pendant plusieurs jours. Ces éléments confirment une claire volonté de destructions des preuves a posteriori. De plus, des militaires ont déclenché des incendies, qui visaient probablement à purifier l'atmosphère grâce au mouvement d'air généré. »

Un délire quand on connaît comment fonctionne le gaz sarin et la manière dont il se fixe.

Même le site de gauche Rue 89 indique :

« La lecture du document apporte des hypothèses plausibles, mais de preuves, point, et un vrai mélange des genres. »

Un document qui rappelle surtout les élucubrations américaines sur les fantasmagiques défenses souterraines de Saddam Hussein en Irak ou les armes de destruction massives jamais découvertes... **En clair, les spécialistes des questions de défense ont eu rapidement la certitude que ce salmigondis n'émanait pas de la DGSE ou de la DRM mais avait été rédigé pour la presse aux ordres.** Il suffit d'aller (tellement les services de Matignon sont nuls en matière informatique) dans les propriétés du document pour constater qu'il émane d'un certain « smandel », derrière lequel il est aisé d'identifier **Sacha Mandel** (photo ci-dessus).



Ce **Sacha Mandel** est sans nul doute le conseiller presse de Jean-Yves Le Drian... et un ancien d'Euro RSCG, disciple de Stéphane Fouks, le « spin doctor » français, spécialiste des manipulations politiques, qui a toujours fait équipe (depuis l'université) avec l'ancien grand maître du Grand Orient de France Alain Bauer et l'actuel ministre de l'Intérieur, Manuel Valls.

Né le 19 mars 1983, **Sacha Mandel** détient une licence d'histoire, une maîtrise de sciences politiques et un master professionnel de sciences politiques (Paris I, 2006). Il a débuté comme rédacteur au sein de la rédaction française de Radio Chine International & CCTV (2004-2005), la radio chinoise officielle (ex-Radio Pékin) et la télévision officielle chinoise, dont tous les directeurs appartiennent au bureau politique du parti communiste chinois. Un épisode qui ne figure généralement pas dans son CV. Entré à l'agence de communication Euro-RSCG, qui a longtemps géré toute la communication de Dominique Strauss-Kahn et de nombreux dirigeants socialistes (cf. portrait détaillé de Stéphane Fouks, expert dans l'art de « diffuser des éléments de langage » en général faux, dans *Faits & Documents* n° 357), il a été directeur conseil au sein du pôle « influence » de l'agence. En 2012, il « accompagne (NDA : par qui était-il payé ?) Jean-Yves Le Drian au cours de la campagne socialiste pour la présidence » (*Actu Défense*, 30 mai 2013). Tout naturellement, il devient son « conseiller pour la communication et les relations avec la presse ».

En réalité, son pouvoir est nettement plus étendu que l'intitulé de ses fonctions :

« Dans les faits, la réalité est très différente et la communication de la Défense est assurée par le seul et unique conseiller en communication du ministre, **Sacha Mandel**. Lequel est le point d'accès unique aux collaborateurs civils ou militaires du ministre, auxquels l'accès direct a été coupé. À Philippe Germain comme à tous les personnels de la DICOd [1]. Ce qui est particulièrement malvenu, à l'égard de fonctionnaires ayant en charge les relations institutionnelles de la Défense avec, entre autres, la presse française et étrangère. »

(*Le Point*, 7 janvier 2013)

3. Memorandum d'anciens du renseignement à Obama (8 septembre 2013):

Veteran Intelligence Professionals for Sanity

"La Syrie est-elle un piège ?"



Malgré le "haut degré de confiance" de l'Administration américaine sur la responsabilité du régime syrien sur l'attaque chimique du 21 août, une douzaine d'anciens militaires et responsables du renseignement livrent des éléments qui les amènent à conclure à une toute autre histoire que l'histoire officielle.

"MEMORANDUM FOR : The President

FROM : Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS)

SUBJECT : La Syrie est-elle un piège ? (Is Syria a Trap ?)

Priorité : IMMÉDIATE

Nous avons le regret de vous informer que certains de nos anciens collègues nous disent, catégoriquement, que contrairement aux affirmations de votre administration, l'intelligence la plus fiable montre que Bachar al-Assad n'était pas responsable de l'incident chimique qui a tué et blessé des civils syriens le 21 août, et que les services de renseignement britannique savent aussi cela. En écrivant ce bref rapport, nous choisissons de croire que vous n'avez pas été pleinement informé parce que vos conseillers ont décidé de vous donner l'opportunité pour ce qui est communément connu comme le "déli plausible" [NDT : la légère incertitude, le flou décisionnaire, qui fait que l'on ne peut prouver formellement l'implication directe et réfléchie du sommet de l'Etat et par conséquent que l'on pourra nier de manière plausible (cela vient du langage informatique et du déni de chiffrage)]

Nous avons déjà emprunté cette voie avant - avec le président George W. Bush, à qui nous avons adressé nos premiers VIPS memorandum immédiatement après le discours de Colin Powell le 5 février 2003 à l'ONU, dans lequel il a colporté une "intelligence" frauduleuse pour soutenir l'attaque de l'Irak. Puis, également, nous avons choisi de donner au président Bush le bénéfice du doute, pensant qu'il avait été induit en erreur - ou, à tout le moins, très mal conseillé.

La nature frauduleuse du discours de Powell était une évidence. Et donc, cet après-midi là nous avons vivement exhorté votre prédécesseur d'élargir le débat au-delà du cercle de ces conseillers clairement arc-boutés sur une guerre pour laquelle nous ne voyions aucune raison impérieuse et dont nous pensions que les conséquences imprévues seraient susceptibles d'être catastrophique". Nous vous offrons le même avis aujourd'hui.

Nos sources confirment qu'un incident chimique d'une quelconque sorte a causé des morts et des blessés le 21 Août dans la banlieue de Damas. Ils insistent, cependant, sur le fait que l'incident n'était pas le résultat d'une attaque menée par l'armée syrienne employant des armes chimiques de type militaire de son arsenal. C'est le fait le plus saillant, selon les agents de la CIA travaillant sur la question syrienne. Ils nous disent que le directeur de la CIA John Brennan est en train de commettre une fraude (escroquerie), du type de celle ayant précédé la guerre en Irak, sur les membres du Congrès, les médias, le public - et peut-être même vous.

Nous avons observé John Brennan attentivement au cours des dernières années et, malheureusement, nous constatons que ce que nous disent maintenant nos anciens collègues est facile à croire. Plus triste encore, cela tombe à pic (this goes in spades) pour ceux d'entre nous qui ont travaillé avec lui personnellement, nous lui donnons zéro crédibilité. Et cela vaut, aussi, pour son patron titulaire (titular boss), le directeur du renseignement national James Clapper, qui a admis qu'il a témoigné sous serment de manière "manifestement erronée" au Congrès concernant les écoutes de la NSA sur les Américains.

Résumé du renseignement ou stratagème politique ?

Que le secrétaire d'Etat John Kerry fasse valoir le nom de Clapper cette semaine devant le Congrès, dans une tentative apparente pour renforcer la crédibilité de l'«Évaluation du Gouvernement» de 4 pages nous paraît étrange. D'autant plus, parce que, pour une raison inexpliquée, ce n'est pas Clapper mais la Maison Blanche qui a publié l'«Évaluation» (Assessment).

Ce n'est pas un bon point. Nous savons comment ces choses sont faites. Bien que l'«évaluation du gouvernement» est vendu aux médias comme un «résumé de l'intelligence», c'est un document politique, et pas d'intelligence. Les rédacteurs, communicants (NDT : massagers dans le texte (lié à mon sens à l'ouvrage de philosophie des médias Message et Massage)), et intermédiaires ont évité de présenter le détail essentiel. En outre, ils ont concédé d'emblée que, bien qu'ils affichent une "grande confiance" sur l'évaluation, ils sont encore "loin d'une confirmation."

Déjà Fraud (Déjà vu ?) : Cela nécessite un flashback sur les célèbres Minutes de Downing Street du 23 Juillet 2002 [NDA : cf Downing Street Memo], sur l'Irak, le procès-verbal a enregistré les déclarations de Richard Dearlove, alors chef du renseignement britannique, rapportant au Premier ministre Tony Blair et d'autres hauts fonctionnaires que le président Bush avait décidé d'éliminer Saddam Hussein par une action militaire qui serait "justifiée par la conjonction du terrorisme et des armes de destruction massive." Dearlove avait eu l'information par le directeur de la CIA, George Tenet, qu'il avait rencontré au siège de la CIA le 20 Juillet.

La discussion qui a suivi a porté sur la nature éphémère de la preuve, ce qui pousse Dearlove à expliquer : « Mais le renseignement et les faits étaient préétablis autour de la politique. » [NDT : "But the intelligence and facts were being fixed around the policy" // On peut donner le sens, sont établis en fonction de la politique, ont été construit autour des déclarations politiques] Nous craignons que ce soit précisément ce qui s'est passé avec "l'intelligence" sur la Syrie.

L'Intelligence (NDR :le renseignement)

Il y a un nombre croissant de preuves provenant de nombreuses sources dans le Moyen-Orient - principalement affiliés à l'opposition syrienne et ses partisans - offrant une forte preuve circonstancielle que l'incident chimique du 21 août était une provocation planifiée à l'avance par l'opposition syrienne et ses soutiens turcs et saoudiens. Le but aurait été de créer le genre d'incident qui amènerait les Etats-Unis dans la guerre.

Selon certains rapports, des boîtes contenant des agents chimiques ont été introduites dans une banlieue de Damas, où elles ont été ouvertes. Certaines personnes dans le voisinage immédiat sont mortes, d'autres ont été blessées.

Nous ne sommes au courant d'aucune preuve fiable qu'une fusée militaire syrienne capable de transporter un agent chimique ait été tirée dans la région. En fait, nous ne connaissons aucune preuve matérielle fiable pour appuyer l'allégation qu'il s'agissait des suites d'une frappe par une unité militaire syrienne disposant d'une expertise en matière d'armes chimiques.

En outre, nous avons appris que les forces de l'opposition occidentale parrainées par la Turquie ont commencé le 13 et 14 août 2013 à se préparer à l'avance pour un majeur, et anormal renforcement de leurs effectifs militaires [NDT : "a major, irregular military surge" Cela peut être également une poussée militaire majeure et anormale ou irrégulière]. Les premières rencontres entre les hauts commandants militaires de l'opposition et les responsables du renseignement qataris, turcs et américains ont eu lieu à la garnison militaire turc aménagée d'Antakya, dans la province d'Hatay, actuellement utilisée comme centre de commandement et siège de l'Armée syrienne libre (ASL) et de leurs sponsors étrangers. [NDT : ces informations proviennent (du moins ont été relayées par Yossef Bodansky notamment)]

Les commandants supérieurs de l'opposition qui sont venus d'Istanbul ont pré-informés les commandants régionaux d'une escalade imminente dans les combats grâce à « un développement qui changerait la guerre » ("a war-changing development"), ce qui, à son tour, conduirait à un bombardement mené par les américains en Syrie.

À la réunion de coordination des opérations à Antakya, fréquentée par les hauts responsables turcs, qataris et des responsables du renseignement américain ainsi que les commandants supérieurs de l'opposition syrienne, les syriens ont affirmé que le bombardement commencerait dans quelques jours. Les leaders de l'opposition ont été condamnés à préparer leurs forces rapidement pour exploiter les bombardements américains, marcher sur Damas, et renverser le gouvernement de Bachar al-Assad

Les responsables du renseignement du Qatar et de la Turquie ont assuré aux commandants régionaux syriens qu'ils seraient très bien fournis en armes pour la prochaine offensive. Et ils le furent. **Une opération de distribution d'armes d'une ampleur sans précédent a commencé dans tous les camps de l'opposition entre le 21 et le 23 août. Les armes ont été distribuées à partir des entrepôts contrôlés par les renseignements du Qatar et de la Turquie sous la supervision étroite d'agents du renseignement américain.**

Cui bono ?[Dans quel intérêt ? Dans l'intérêt de qui ?]

Que les divers groupes qui tentent de renverser le président syrien Bachar al-Assad ont amplement intérêt à obtenir que les Etats-Unis soient plus profondément impliqués dans le soutien de cet effort est clair. Jusqu'à présent, il n'a pas été aussi clair que le gouvernement Netanyahu en Israël ait également un intérêt puissant pour obtenir que Washington soit plus profondément engagé dans une nouvelle guerre dans la région. Mais au vu des exhortations véhémentes à l'intervention en provenance d'Israël et ces américains qui font du lobbying pour les intérêts israéliens, la priorité de cet objectif israélien devient limpide.

Le reporter Judi Rudoren, écrivant depuis Jérusalem, dans un article important paru dans le New York Times de vendredi aborde la motivation israélienne d'une manière inhabituellement candide. Son article, intitulé « Israël soutient une frappe limitée contre la Syrie », note que les Israéliens ont fait valoir, tranquillement, que la meilleure solution pour les 2 années et demi de guerre civile en Syrie est, au moins pour le moment, qu'il n'y ait pas de solution. Rudoren poursuit :

"Pour Jérusalem, le statu quo, aussi horrible que cela puisse être d'un point de vue humanitaire, semble préférable soit à une victoire du gouvernement de M. Assad et ses partisans iraniens soit à un renforcement des groupes rebelles, de plus en plus dominé par les sunnites djihadistes."

« C'est une situation éliminatoire (a playoff situation) dans laquelle vous avez besoin que les deux équipes perdent, mais qu'au moins vous ne voulez pas que l'une d'elle gagne - nous nous contenterons d'un match nul », a déclaré Alon Pinkas, ancien consul général d'Israël à New York. « Laissez-les saigner tous les deux, faire des hémorragies jusqu'à la mort : c'est la réflexion stratégique ici. Tant que cela persiste, il n'y a pas de menace réelle de la Syrie ».

Nous pensons que c'est la façon dont les dirigeants actuels d'Israël regardent la situation en Syrie, et qu'**une implication américaine plus profonde - quoiqu'au départ, par des frappes militaires "limitées" - est susceptible d'assurer qu'il n'y ait pas de résolution rapide du conflit en Syrie.** Plus les sunnites et les chiites se déchirent les uns les autres en Syrie et dans la région, plus Israël fait le calcul que ce sera sûr [NDT : Le sens est mieux retranscrit en anglais : "The longer Sunni and Shia are at each other's throats in Syria and in the wider region, the safer Israel calculates that it is."]

Que le principal allié de la Syrie soit l'Iran, avec lequel il a signé un traité de défense mutuelle, joue également un rôle dans les calculs israéliens. Il est peu probable que les dirigeants iraniens soient en mesure d'avoir un impact militaire plus important en Syrie, et Israël peut faire ressortir cela comme un embarras [honte, gêne] pour Téhéran.

Le rôle de l'Iran

L'Iran peut facilement être blâmé par association et accusé de toutes sortes de provocations, réelles et imaginaires. Certains ont vu la main d'Israël à l'origine des accusations les plus dommageables contre Assad en matière d'armes chimiques et notre expérience nous donne à penser que tel est extrêmement possible.

Possible est aussi une attaque sous faux drapeau d'une partie intéressée entraînant le naufrage ou l'endommagement, par exemple, de l'un des cinq destroyers américains maintenant en patrouille à l'ouest de la Syrie. Nos médias grand public pourraient tirer de cela le maximum [Our mainstream media could be counted on to milk that for all it's worth], et vous vous retrouveriez encore plus sous pression pour élargir l'engagement militaire américain en Syrie - et peut-être au-delà, contre l'Iran.

L'Iran a rejoint ceux qui accusent les rebelles syriens pour l'incident chimique du 21 Août, et n'a pas tardé à mettre en garde les Etats-Unis contre le fait de s'impliquer davantage. Selon la chaîne anglophone iranienne Press TV, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a affirmé : « La crise en Syrie est un piège tendu par les groupes de pression sionistes aux [Etats-Unis]. »

En fait, il n'est peut-être pas loin de la vérité. Mais nous pensons que vos conseillers peuvent être circonspects dans la réception de cette idée. **Ainsi, nous voyons comme notre responsabilité de continuer à essayer de partager des informations avec vous afin d'assurer que vous et d'autres décideurs disposez d'une vision complète.**

Représailles inévitables

Nous espérons que vos conseillers vous ont averti que les représailles pour les attaques contre les syriens ne sont pas une question de si, mais de où et de quand. Les représailles sont inévitables. Par exemple, des attaques terroristes contre les ambassades des États-Unis et d'autres installations sont susceptibles de faire ressembler ce qui est arrivé aux Etats-Unis à la "Mission" à Benghazi le 11 septembre 2012 à un accrochage mineur en comparaison. L'un de nous a abordé directement cette considération clé il y a une semaine dans un article intitulé "Conséquences possibles d'une attaque militaire américaine contre la Syrie - se souvenir de la destruction des casernes des marines américains à Beyrouth en 1983." [Référence]

For the Steering Group, Veteran Intelligence Professionals for Sanity

Thomas Drake, Senior Executive, NSA (former)

Philip Giraldi, CIA, Operations Officer (ret.)

Matthew Hoh, former Capt., USMC, Iraq & Foreign Service Officer, Afghanistan

Larry Johnson, CIA & State Department (ret.)

W. Patrick Lang, Senior Executive and Defense Intelligence Officer, DIA (ret.)

David MacMichael, National Intelligence Council (ret.)

Ray McGovern, former US Army infantry/intelligence officer & CIA analyst (ret.)

Elizabeth Murray, Deputy National Intelligence Officer for Middle East (ret.)

Todd Pierce, US Army Judge Advocate General (ret.)
Sam Provan, former Sgt., US Army, Iraq
Coleen Rowley, Division Council & Special Agent, FBI (ret.)
Ann Wright, Col., US Army (ret) ; Foreign Service Officer (ret.)

Paru initialement en anglais sur Consortiumnews.com

Traduit sur points-de-vue-alternatifs

► <http://points-de-vue-alternatifs.over-blog.fr/traduction-exclusive-mem...>

4 . Analyse de T Meyssian (réseau Voltaire)

Le massacre de la ghouta Les contradictions des services secrets occidentaux

TM : Le gouvernement des Etats-Unis et celui de la France assurent que l'Armée arabe syrienne, l'armée légitime de l'Etat syrien a procédé à un massacre chimique dans la banlieue de Damas, dans la ceinture agricole de la ghouta, qui entoure Damas, le 21 août dernier.

Alors, je vais vous montrer que cette affirmation est complètement fabriquée et qu'elle ne correspond aucunement à la réalité. Pour cela, je vais d'abord m'appuyer sur les documents publiés très officiellement par le gouvernement des Etats-Unis, par celui du Royaume-Uni et par celui de la France.

1- Le nombre des victimes varie de 1 à 5

TM : Dans la note de renseignement qui a été publiée par les Etats-Unis, on peut lire que cette attaque a causé la mort d'au moins 1 429 personnes.

Mais, lorsque que l'on regarde le document français équivalent, il n'est plus question que de 281 morts, qui auraient été décomptés en regardant des vidéos sur internet. Le même document précise qu'une organisation « *non gouvernementale* » – il faut prendre ça avec des guillemets –, *Médecins sans Frontières*, aurait compté – pour le gouvernement français – 355 morts dans des hôpitaux de la région de Damas.

Donc, la différence déjà d'évaluation du problème varie déjà de 1 à 5, selon la source.

Ensuite, les uns et les autres font référence à des vidéos pour attester la véracité des faits.

Alors, ces vidéos, eux-mêmes ne sont pas d'accord sur leur nombre. D'après le document des Etats-Unis, il y en a plus d'une centaine, alors que d'après le document français, il n'y en a que 47.

2- Paris et Washington ont validé des vidéos antérieures au 21 août

TM : Quand on regarde ces vidéos, on peut constater que certaines sont antérieures au massacre.

En effet, si vous regardez sur *YouTube* vous verrez qu'elles ont été postées le 20 août, ce qui pourrait être la veille, mais pas nécessairement compte tenu du décalage horaire de 9 heures entre la Syrie et la Californie, où se trouve le serveur de *YouTube*. Cependant, vous pouvez constater que dans les scènes d'extérieur le soleil est à son zénith.

Donc, il est aux environs de midi et ça ne peut pas avoir été posté le 21 août. Ça a nécessairement été enregistré avant cette date.

C'est pourtant sur des preuves sans valeur que se fondent les services des Etats-Unis et de la France.

3- Un gaz qui épargne les femmes

TM : Dans ces documents on nous explique que la plupart des victimes sont des enfants.

Et, effectivement, si vous regardez ces vidéos vous allez voir que beaucoup d'enfants sont en train d'agoniser. Ce sont tous des enfants du même âge. Et il y a aussi des adultes. Mais, les adultes sont tous des hommes. Et, généralement, des hommes dans la force de l'âge, des combattants.

Il n'y a aucune femme. A deux exceptions près, il n'y a aucune femme parmi les victimes annoncées. Sur les 1 429 dénombrées par les Etats-Unis il n'y aurait que 2 femmes.

Ce serait donc la première fois que des gaz discriminent les individus selon leur sexe.

4- Les victimes sont des prisonniers des jihadistes

TM : Lorsque ces images ont été diffusées la première chose qui frappe c'est que les enfants ne sont pas accompagnés.

Ça c'est très choquant dans la culture proche-orientale parce que jamais on ne laisse les corps des morts sans les accompagner, *a fortiori* lorsqu'il s'agit d'enfants.

Pourtant, ces enfants sont sans parents.

Et puis, on les voit dans les mains de gens qui sont présentés comme un personnel soignant essayant de les sauver. Mais on ne comprend pas bien ce que fait ce personnel soignant.

En fait, il y a une raison toute simple : c'est que ces enfants ne sont pas des victimes d'attaques chimiques.

Ce sont des enfants qui ont été enlevés deux semaines auparavant, au début du mois d'août, dans la région de Lattaquié, à 200 kilomètres de la ghouta.

Ils ont été enlevés lors d'une attaque des jihadistes contre des villages alaouites fidèles au gouvernement. La plupart de leurs familles ont été massacrées. Certains ont survécu. Dans les charniers que l'on a retrouvés dans les environs de Lattaquié il y avait plus d'un millier de morts.

Et ces enfants, dont on était sans nouvelles pendant deux semaines ont en fait ressurgi sur ces vidéos.

Ceux dont les familles sont encore vivantes ont été reconnus par elles et ces familles ont porté plainte pour assassinat parce que si on ne comprend pas sur les vidéos les soins qu'on est en train de prodiguer c'est simplement qu'on ne les soigne pas.

On est en train de leur faire des injections intraveineuses de poison pour les assassiner devant les caméras.

Note du rédacteur :

On comprend qu'il soit difficile - pour ceux dont c'est pourtant le métier, et qui auraient recueilli les vidéos - de donner les références plus précises sur leur origine et la méfiance de Carla del Ponte instruite par son expérience dans les Balkans).

Soit nos agents de renseignement ne sont que de vulgaires boîtes à lettre inaptes à évaluer correctement leur infos et à gérer leurs sources, soit leur professionnalisme leur a permis d'identifier l'origine de ces vidéos et à leur donner de la crédibilité et dans ce cas pourquoi Fabius ne nous montre pas ces preuves qu'il se sera fait un devoir de déclassifier ?

A moins que ces preuves ne révèlent au contraire un montage criminel

5- Les services secrets auraient un moyen secret d'analyser les échantillons humains

TM : Les Etats-Uniens, les Britanniques, les Français expliquent que les victimes ont été gazées, soit avec du gaz sarin, soit avec un mélange de gaz incluant du gaz sarin. Et ils s'appuient pour cela sur les analyses réalisées par leurs propres laboratoires à partir de leurs propres échantillons récoltés sur place.

Ce qui est totalement impossible puisque les Nations Unies se sont rendues sur place aussi, ont prélevé des échantillons et ont besoin d'une dizaine de jours supplémentaires pour pouvoir cultiver les tissus humains qui ont été prélevés et pouvoir les analyser.

Donc, en fait on nous explique que les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne disposent de méthodes secrètes d'investigation totalement inconnues du monde scientifique qui permettent instantanément de cultiver des tissus humains et de savoir ce qui en ressort.

6- Les Etats-Unis auraient observé la préparation du crime pendant quatre jours sans intervenir

TM : Plus étrange encore, dans la note de James Clapper, le patron du renseignement US, on apprend que - comme preuve finale - les Etats-Unis avaient observé, pendant les 4 jours précédents, l'armée syrienne mélanger les composants du gaz sarin et donc préparer le poison mortel pour un usage immédiat.

Mais, ce qu'on ne comprend pas c'est, s'ils l'ont vu pendant 4 jours, pourquoi n'ont-ils rien dit ? Pourquoi ne sont-ils pas intervenus ?

7- Une interception téléphonique fournie par Israël

TM : De la même manière, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France affirment chacun avoir intercepté une conversation téléphonique entre un haut fonctionnaire du ministère syrien de la Défense et le chef des unités qui s'occupent des gaz de combat. Et donc, le ministère syrien aurait été paniqué par l'usage de ces gaz. Ce serait une preuve de plus de la responsabilité syrienne.

Mais, cette preuve n'a pas été récoltée par ces services. Elle leur a été fournie par l'Unité 8200 du Mossad israélien, comme l'a annoncé - avant ces services - la télévision israélienne.

Télévision israélienne (Voix off)

- Les Forces de Défense israéliennes affirment avoir intercepté des communications du gouvernement syrien qui démontrent que le régime de Bachar al-Assad est derrière la récente attaque chimique qui a fait des centaines de morts parmi les civils dans un pays dévasté par la guerre.

8- Pas de symptômes de gaz sarin

TM : Sur les vidéos, les victimes ont des tremblements et de la bave. Ça c'est très caractéristique, normalement, des intoxications avec des gaz de combat.

Sauf que le gaz sarin ne provoque pas une bave blanche mais une bave jaune, et on n'en voit pas dans ces vidéos. Ça ne peut donc pas être du gaz sarin qui ait été utilisé pour intoxiquer les personnes qui sont décédées.

Les dirigeants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France sont passibles de la Cour pénale internationale

TM : En conclusion, cette affaire est totalement fabriquée. Elle ressort de la propagande de guerre et la propagande de guerre est, d'après le droit international, le crime le plus grave puisque c'est un crime contre la paix, celui qui permet la perpétration des autres crimes, y compris les crimes contre l'humanité.